



Sujets dans le Newsletter 01/2015

- 1. Deuxième édition du baromètre de la bureaucratie**
- 2. Activation de l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail motivée par des variations de change**
- 3. Le Conseil fédéral définit l'orientation de la nouvelle politique de croissance**
- 4. Le Conseil fédéral refuse d'exclure les denrées alimentaires du principe «Cassis de Dijon»**
- 5. Groupe Xing « Portail PME du SECO » – retour sur le semestre écoulé**
- 6. Hausse du nombre d'entreprises créées en 2014**
- 7. "Les entreprises doivent profiter du potentiel des femmes spécialistes"**
- 8. Boussole de durabilité: une aide offerte aux PME pour une politique d'achat durable**
- 9. Swiss eGovernment Forum 2015**

1. Deuxième édition du baromètre de la bureaucratie

Dans le cadre de la deuxième édition du baromètre de la bureaucratie, 1809 entreprises ont évalué la charge administrative résultant des réglementations étatiques. 54,2 % d'entre elles considèrent qu'elle est lourde ou plutôt lourde, contre 45,8 % qui la jugent faible ou plutôt faible. Ces résultats confirment ceux de la première édition de 2012. Les domaines où la charge ressentie est la plus lourde sont les mêmes que lors du dernier sondage. Les entreprises estiment que la charge administrative s'est globalement alourdie ces trois dernières années.

[Deuxième édition du baromètre de la bureaucratie](#)

2. Activation de l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail motivée par des variations de change

Le Conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann a chargé le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) d'autoriser le versement d'une indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail motivée par des variations de change. Le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) répond ainsi à l'appréciation extraordinaire du franc à la suite de l'abandon, par la Banque nationale suisse (BNS), du taux plancher vis-à-vis de l'euro.

[Activation de l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail motivée par des variations de change](#)



3. Le Conseil fédéral définit l'orientation de la nouvelle politique de croissance

Le Conseil fédéral a approuvé aujourd'hui le rapport «Principes pour une nouvelle politique de croissance: analyse rétrospective et perspective sur la stratégie future». Il maintient l'orientation générale de sa stratégie et entend continuer de promouvoir la croissance économique afin d'assurer à long terme l'emploi et la prospérité en Suisse. Le Conseil fédéral entend avant tout améliorer la productivité du travail et renforcer la compétitivité et l'innovation. Il prévoit par ailleurs d'accorder davantage d'importance au renforcement de la résilience de l'économie et à l'atténuation des effets collatéraux négatifs de la croissance économique. Le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) mettra au point, avec les départements concernés, des mesures concrètes qui seront présentées au Conseil fédéral d'ici fin 2015.

[Le Conseil fédéral définit l'orientation de la nouvelle politique de croissance](#)

4. Le Conseil fédéral refuse d'exclure les denrées alimentaires du principe «Cassis de Dijon»

Dans son avis à l'intention de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CERN), le Conseil fédéral propose de rejeter l'initiative parlementaire «Loi fédérale sur les entraves techniques au commerce. Exclure les denrées alimentaires du champ d'application du principe du «Cassis de Dijon»».

[Le Conseil fédéral refuse d'exclure les denrées alimentaires du principe «Cassis de Dijon»](#)

5. Groupe Xing « Portail PME du SECO » - retour sur le semestre écoulé

En juin dernier, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a fait son apparition sur le réseau social Xing en créant le groupe « Portail PME du SECO » et le profil d'entreprise « SECO - Politique PME ». La présence du SECO sur Xing vise à promouvoir le dialogue entre les entreprises et l'Etat. Le groupe Xing offre l'occasion aux entreprises d'échanger leurs impressions ou de soumettre des questions et des suggestions. Le groupe est actif, comporte plus de 110 membres et en un semestre, il a enregistré 26 contributions concernant le portail PME. Joignez le groupe et prenez part à la discussion !

[Groupe « Portail PME du SECO » sur Xing](#)

6. Hausse du nombre d'entreprises créées en 2014

La Suisse a observé en 2014 un nombre record de créations d'entreprises. Selon une recherche menée par la plateforme Startups.ch, 41'588 nouvelles sociétés ont été inscrites au registre du commerce, ce qui

constitue une hausse de 1,86% en rythme annuel. Fait marquant, les femmes ont engendré 26% de ces inscriptions, un chiffre en augmentation constante depuis 2010. Autre phénomène intéressant: l'an dernier, près d'une nouvelle firme fondée par une femme sur deux était l'œuvre d'une "mam-preneur". Autrement dit, d'une jeune mère qui se lance dans une activité indépendante après l'accouchement. Retrouvez tous les chiffres par région et nationalité dans la rubrique "Actuel" du Portail PME.

[Hausse du nombre d'entreprises créées en 2014](#)

7. "Les entreprises doivent profiter du potentiel des femmes spécialistes"

La part de femmes à des postes de direction s'élève à 37% au sein des sociétés suisses comptant jusqu'à 9 employés, selon une étude de l'Université de Saint-Gall. Puis, cette part tombe à 30% dans les firmes privées plus importantes. Pour booster la promotion des femmes en entreprise, l'Association suisse des cadres (ASC) leur propose des coaches spécialisés ou des discussions de groupe permettant d'élargir leur réseau et de mieux concilier leur vie professionnelle et familiale. Dans une interview accordée au Portail PME, le directeur de l'ASC, Jürg Eggenberger, analyse le rôle qu'elles peuvent jouer au sein des PME suisses.

["Les entreprises doivent profiter du potentiel de femmes spécialistes"](#)

8. Boussole de durabilité: une aide offerte aux PME pour une politique d'achat durable

La plateforme d'information suisse, la "Boussole de durabilité", aide les PME à élaborer une stratégie qui intègre le respect d'exigences sociales et environnementales, lors d'achats de produits issus de pays en voie de développement. Soutenu financièrement par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), le projet est géré par l'entreprise BSD Consulting, basée à Zurich. Son responsable, Mark Starmanns, présente dans une interview accordée au Portail PME les principaux outils et informations mis à disposition du grand public. Il détaille également les avantages que représente la mise en place d'une politique d'achat durable pour une petite ou une moyenne entreprise.

["Les PME ont tout intérêt à mettre en place une politique d'achat durable"](#)

9. Swiss eGovernment Forum 2015

Le prochain Swiss eGovernment Forum se déroulera les 3 et 4 mars 2015. Le thème principal de la réunion est « Administration agile - flexible, réactive et centrée sur les citoyens ». Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) est l'une des organisations chefs de file qui réalisent des projets prioritaires s'inscrivant

dans la stratégie suisse de cyberadministration. Le 3 mars 2015, lors de la présentation des différentes solutions, le SECO exposera le projet Linked Data Service (LINDAS).

Le LINDAS permet dans un premier temps de générer, à partir d'annuaires des autorités mis à disposition par la Confédération, les cantons et les communes, un méta-annuaire des autorités et de leurs prestations. Centraliser et structurer ces données permet d'accélérer et de faciliter la recherche d'informations. Le projet vise à renforcer la proximité avec les clients et l'efficacité et à améliorer la productivité de l'administration et des entreprises. Vous recevrez de plus amples informations au sujet de LINDAS lors du Swiss eGovernment Forum 2015 ou en consultant la page internet du projet.

[Swiss eGovernment Forum 2015](#)

Éditeur



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Direction de la promotion économique
Secteur Politique PME / eGov PME
Holzikofenweg 36
3003 Berne